



Assemblée générale

Distr. générale
22 mars 2010
Français
Original : anglais

Soixante-quatrième session

Point 19 de l'ordre du jour

**Nécessité de lever le blocus économique,
commercial et financier imposé à Cuba
par les États-Unis d'Amérique**

Lettre datée du 8 mars 2010, adressée au Président de l'Assemblée générale par le Représentant permanent du Mexique auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint la Déclaration sur la nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis d'Amérique, adoptée lors du Sommet de l'unité Amérique latine-Caraïbes, qui s'est tenu à Riviera Maya (Mexique) du 21 au 23 février 2010 (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 19 de l'ordre du jour.

Le Représentant permanent du Mexique
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(Signé) Claude **Heller**



**Annexe à la lettre datée du 8 mars 2010 adressée
au Président de l'Assemblée générale
par le Représentant permanent du Mexique
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Déclaration sur la nécessité de lever le blocus
économique, commercial et financier imposé
à Cuba par les États-Unis d'Amérique**

[Original : anglais et espagnol]

Nous, chefs d'État et de gouvernement des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, réunis dans le cadre du Sommet de l'unité, nous élevons avec la plus vive énergie contre les mesures économiques coercitives et unilatérales, appliquées pour des motifs politiques à l'encontre de pays souverains, qui font obstacle au bien-être des peuples visés et sont conçues pour empêcher ceux-ci d'exercer leur droit de décider, de leur plein gré, de leurs régimes politique, économique et social.

À cet égard, nous réaffirmons notre opposition la plus énergique à l'application de lois et de mesures contraires au droit international telles que la loi Helms-Burton et engageons le Gouvernement des États-Unis d'Amérique à mettre un terme à l'application de cette dernière.

Nous demandons donc au Gouvernement des États-Unis d'Amérique de se conformer aux dispositions des résolutions successives de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies sur la question et de lever le blocus économique, commercial et financier qu'il impose à Cuba, étant entendu que ce blocus est contraire au droit international, pose des obstacles considérables et injustifiables au bien-être du peuple cubain, et nuit à la paix et à la coexistence entre les nations américaines.

Riviera Maya (Mexique)
23 février 2010